

Le cauchemar de Colmar... Point de vue de vignerons sur l'« affaire »

Pascal Frissant

Vignerons, La Caunette (Hérault)

contact@coupe-roses.com

La destruction des plants de vigne de l'INRA de Colmar n'est pas qu'une action anti-OGM de plus... Elle se situe dans un contexte particulier puisque l'Institut ne poursuivait pas l'objectif de création variétale et que ses chercheurs font usage de la génomique pour progresser dans la connaissance du vivant. Par ailleurs, l'INRA avait fait passer la décision de plantation des ceps incriminés par le long chemin d'une commission citoyenne.

Ce texte est pour la première fois paru dans la revue *Pour*, revue du Groupe de recherches pour l'éducation et la prospective (GREP), numéro 208, janvier 2011. Nos remerciements vont à la revue et à l'auteur, Pascal Frissant, qui nous autorise à le livrer aux lecteurs du *Courrier*.

Mai 2010

Sur RMC, le Ministre de l'Agriculture, Bruno Lemaire, déclare en substance qu'il se rendra à la station INRA de Colmar pour souligner « le succès des OGM dans la lutte contre le court-noué ».

Une force, prescriptrice d'opinion, se construit autour de ces nouvelles convergences. Des solidarités fortes émergent, de l'achat de proximité jusqu'à l'engagement citoyen et aux faucheurs volontaires, en passant par la participation à l'achat en commun de terres (GFA, Terres de liens, etc.).

Nuit du 14 au 15 août 2010

Une soixantaine de faucheurs venus de toute la France détruisent les 70 plants de vigne transgéniques.

On se trouve dans une situation où il y a beaucoup plus de citoyens pour rechercher une agriculture agrologique (cf. plus loin), que de paysans pour la pratiquer ou la défendre syndicalement.

L'appropriation de la critique de l'agriculture et de sa recherche par de larges secteurs de la société conduit à rompre l'isolement des courants politiques et syndicaux marginalisés par la mécanique d'encadrement des producteurs. Elle construit une opinion et porte en creux un projet agricole implicite et contradictoire, ainsi qu'une forte critique de la recherche assimilée aux ravages du productivisme.

Une représentation de ce que devrait être l'agriculture naît dans ce déséquilibre entre un syndicalisme non productiviste exsangue, souvent dépourvu de militants professionnels implantés dans leur milieu, et un courant sociétal fort et militant, issu essentiellement des classes salariées moyennes, instruites, très « concernées », et vivant hors des campagnes.

La lutte contre les OGM et le soutien aux circuits courts sont les éléments les plus visibles de cette situation historiquement nouvelle pour nous, paysans descendants de paysans.

C'est dans ce paysage sociologique et politique que se situe la destruction d'un outil de recherche en physiologie végétale et en génomique : les 70 pieds de vigne de Colmar.

Plantons le décor : un ministre, courtisan de la FNSEA comme tant d'autres, veut faire un coup politique en mettant sous les feux de l'actualité un OGM formidable qui protège du court-noué...

Provocation ou bourde du ministère, cet OGM n'existe pas à Colmar, ni nulle part d'ailleurs. Ce n'est plus l'objectif de l'essai de Colmar depuis de nombreuses lunes que de produire ce plant miracle.

Cette fanfaronnade ministérielle a créé les conditions politiques pour que les pro-arrachages prennent le dessus sur nous, les professionnels actifs, bio ou pas bio, hostiles à la grande mascarade des OGM sauveurs de l'humanité, mais favorables à la défense intransigeante et vigilante des chercheurs qui font usage de la génomique pour progresser dans la connaissance du vivant.

À la clé de cette recherche, il y a la découverte de plants résistants à divers prédateurs, et le pilotage d'hybridations comme de sélections dont nous avons besoin.

Et le court-noué dans tout ça ?

Il existe ! C'est un virus qui désorganise la plante, rend infertile certains bourgeons et perturbe la fécondation.

Il se diffuse par la circulation des plants de vigne (mais de moins en moins grâce au contrôle des pépinières) et par l'intermédiaire de petits vers (les nématodes) qui se déplacent lentement dans les sols, plus rapidement avec les inondations ou les ruissellements. Les terres abandonnées aux repousses constituent par exemple des bouillons de culture virale.

C'est le groupe Louis Vuitton Moët Hennessey (champagne Moët et Chandon) qui confia à son centre de recherche et développement l'expérimentation des premiers OGM, avec l'objectif simple de ne plus laisser le sol reposer sept ans avant de planter. Gagner sept ans, c'est bon pour le cash-flow (le virus du CAC 40 !).



L'essai fut rapatrié à Colmar pour éviter le ridicule après un article paru dans le Canard Enchaîné : « Des bulles transgéniques dans le Champagne » (décembre 1999).

Le caractère éminemment culturel du vin, entre autres du Champagne, et les réussites de nos actions anti-OGM, avaient conduit l'INRA à faire passer la décision de replantation par le chemin plus long d'une commission citoyenne, un groupe de co-construction du projet dans lequel j'étais présent parmi une douzaine de citoyens. Nous savions tous que ce très long travail d'approche aboutirait bien évidemment à un vote favorable à l'essai en plein champ des 60 pieds. Cependant, beaucoup d'éléments furent admis et intégrés : le fait culturel, la transparence des travaux, les faiblesses des connaissances en microbiologie des sols, la nécessité de développer recherches et expérimentations alternatives, la diversité des itinéraires techniques des producteurs, et la constitution d'un comité de suivi citoyen sur place (dont un représentant du lycée agricole public d'Alsace)...

Parmi les anti-OGM, deux positions se sont fait jour : être les interlocuteurs naturels des chercheurs et aider à ce que la demande sociale soit motrice dans les choix et objectifs de recherche, ou faire rentrer cette recherche dans le pot commun des OGM, c'est-à-dire faire croire que le service public est l'*alter ego* de Monsanto, voire son exécutant.

La relation de l'INRA avec cette firme ou d'autres marchands de biotechnologies fait partie des arguments justifiant l'arrachage de Colmar. En cas de création variétale par l'INRA et de commercialisation, des royalties devaient être payées sur les brevets (du procédé de création ou de la variété Monsanto). Voilà qui tombe bien, puisque on sut très vite que ça ne marchait pas et que la création variétale n'était plus l'objectif du protocole.

En bons paysans, il nous importe de voir le concret. Que pouvons-nous faire contre le court-noué (question qui pourrait englober les maladies de bois) ? Que voyons-nous comme solutions ?

La lutte implacable contre l'incivisme des propriétaires

En négligeant l'arrachage et l'entretien de leurs terres, ces propriétaires font de leurs parcelles des viviers de nématodes et donc de virus. Il faudra de sept à dix ans de travail pour atteindre un état sanitaire acceptable, trois ans pour ceux qui utiliseront le glyphosate, polluant mais efficace, de Monsanto. Le déplacement régulier des vers garantit davantage la pollution des voisins que l'apport de terre contaminée dans le dispositif des essais de Colmar. Des pénalités sont à trouver.

Le semis de plantes nématicides

Colmar a engagé une expérimentation sur cette thématique, mais sans soutien bien net de l'INRA parisien et un peu trop tardivement. Les premiers résultats bouleversent déjà les vérités admises. Quelques praticiens bio ont une longue expérience, reste à trouver les chemins de la mutualisation des expérimentations communes et des résultats. Il faudra bien s'écouter pour s'entendre !

Trouver les chemins de l'agrologie. Ce mot fut inventé (ou redécouvert ?) par Claude Bourguignon pour désigner une priorité donnée au sol et à ses microbes dans le raisonnement de la gestion d'un itinéraire technique ou d'une exploitation.

Par exemple, l'asphyxie et le mauvais drainage favorisent l'expression du court-noué. Mais le compostage astucieux et la bonne conduite du sol d'une vigne semblent faire régresser l'expression de la virose (cf. le témoignage de Pierre Frick, *Campagnes solidaires* n° 254, septembre 2010, et les interventions sur le terrain de Claude et Lydia Bourguignon).

Le repos des terres et les assolements

Certaines régions (Touraine, Languedoc, Sud-Ouest), après les désaffectations massives, disposent des terres nécessaires aux assolements. Une relance d'un travail d'animation de terrain (par des Groupes d'initiatives paysannes) et la mise en place d'outils d'achat et de location de terres, peuvent créer le vivier foncier mutuel qui remettrait la viticulture les pieds sur terre.

C'est plus difficile en zone très prestigieuse où la première souche d'une rangée « suce le goudron par en dessous » pour ne pas perdre une miette... de terroir ! La restauration peut se faire ici par fraction.

Plus difficile encore, les zones à forte pression foncière et faible revenu viticole.

Il nous manque encore un désherbant bio, de même efficacité que le glyphosate, pour détruire les racines en une saison.

Dans notre pratique de paysans languedociens, jouant la qualité et donc financièrement handicapés par l'incapacité de nos dirigeants à construire une notoriété durable, nous devons être aidés : pour des initiatives de gestion des sols et des tènements¹, pour la mise en place d'équipements de compostage, pour des analyses de sols donnant les risques de viroses et des informations sur la vie microbienne...

Des solutions pratiques au court-noué

La transmission du foncier et le stockage de terres mutualisées devraient recevoir un financement (à inventer), tout comme l'animation de terrain. Avec de nouveaux moyens pour les associations paysannes et les chambres d'agriculture, nous pourrions aussi appuyer les initiatives allant dans le sens de la santé des plantes et, plus généralement, des vigneron, des ouvriers agricoles, des riverains et des biotopes.

Il existe des solutions pratiques au court-noué. Mais le problème n'est pas tant culturel que culturel !

1. Terme utilisé dans l'aire linguistique occitane pour désigner un espace cohérent et homogène en végétation. Il désigne aussi un espace viticole ou potentiellement viticole nettement différencié dans ses caractéristiques de terre, de sous-sol et d'exposition.

Il n'y aura pas davantage de solutions miracles OGM pour les maladies des bois. Nous n'accepterons pas la diffusion de machines mutagènes ; mais, sauf démonstration sérieuse, nous pensons inconcevable de se priver de l'outil génomique pour comprendre « comment ça marche ».

Nous demandons, pour toute maladie, comme nous l'avions obtenu pour le court-noué, que toutes les pistes proposées par des associations paysannes soient mises en protocole et étudiées dans un cadre prenant pour référence le comité citoyen de Colmar.

Comme le soulignait justement José Bové, la catastrophe de la diffusion de la sharka (maladie des arbres fruitiers) dans la vallée du Rhône, due, semble-t-il, aux recherches et expérimentations de l'INRA, montre que les dangers de propagation ne sont pas irréels.

Mais la pratique de l'alarme catastrophiste à propos de Colmar avait à l'évidence des objectifs internes à la Confédération paysanne et au mouvement, objectifs bien éloignés des préoccupations des vignerons. D'ailleurs, un seul vigneron était présent dans le groupe des « visiteurs ».

C'est l'évocation des OGM et l'ombre de Monsanto qui ont mobilisé les faucheurs, sans débat ni connaissance sur le fond de la recherche en cours, seulement par confiance spontanée dans l'objectif.

Nous devons aux faucheurs volontaires d'avoir imposé le débat de la transgénèse et de ses risques, de l'appropriation marchande du vivant en France, d'avoir mis en évidence les pratiques des marchands de faim qui prétendent nourrir le monde, et nous leur devons aussi la mise au jour des relations complices entre le pouvoir, les marchands d'OGM et la justice.

Ils avaient toutes les raisons de participer à cette action, au vu de l'ensemble du dossier OGM, de l'injustice de la justice et de la provocation du ministre.

Ils ne pouvaient pas savoir que la problématique n'était pas la même que pour les autres neutralisations ; c'est une situation absurde.

Nous sommes de nombreux vignerons à penser que nous avons de la chance d'avoir un service public de dimension internationale. Nous le pensons capable de devenir beaucoup plus écologique, de faire en tête la course mondiale à l'excellence sociale et environnementale.

Nous n'acceptons pas que l'on se serve de nous. Nous sommes capables d'entrer dans les combats sociétaux sans que l'on parle à notre place. À nous, dans notre métier de vignerons et dans les responsabilités que nous parvenons à conquérir, de solliciter les équipes régionales de recherche et d'expérimentation, de monter des dossiers et de faire des propositions.

Nous ne figeons pas les critères du bien et du mal, nous souhaitons utiliser plutôt la méthode du discernement et du dialogue.

Nous nous situons comme interlocuteurs de la recherche.

Les chercheurs de Colmar, comme beaucoup d'autres, ne sont pas des extrémistes de l'idéotype. Ils sont très liés aux préoccupations paysannes, très imprégnés de leur mission publique, et sont partie prenante de la demande sociale d'une alimentation de qualité.

La réponse au coup politique du ministre fut un autre coup politique : la destruction d'un matériel végétal de recherche socialement utile ■